

**ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

OMC

Genève

Avis de vacance n° L08/02

Le Secrétariat de l'OMC désire pourvoir un poste de conseiller à la Division des règles pour contribuer aux activités de coopération technique et de renforcement des capacités, conformément au Programme de Doha pour le développement. Il s'agit d'un poste faisant l'objet d'un engagement spécial de durée limitée et soumis à une procédure de recrutement accélérée qui est définie ci-après. Toutes les personnes qualifiées, sans distinction de sexe, sont invitées à présenter leur candidature.

TITRE ET CLASSE:	Conseiller - Classe 9 <sup>1</sup>
TRAITEMENT DE DÉPART:	Environ 115 600 francs suisses net par an
AUTRES CONDITIONS:	<p>Conformément au Statut du personnel et au Règlement du personnel de l'OMC ainsi qu'au Statut du Régime des pensions de l'OMC tels qu'ils sont applicables aux contrats de durée déterminée pour des fonctions de durée limitée.</p> <p>Les fonctionnaires qui sont recrutés sur le plan international bénéficient d'un ensemble de prestations liées à l'expatriation.</p>
DATE D'ENTRÉE EN FONCTIONS:	Le candidat retenu devra prendre ses fonctions fin mai 2002 au plus tard.
NATURE DE L'ENGAGEMENT:	Engagement de durée déterminée (un an). Le contrat pourra être renouvelé sous réserve que le comportement professionnel du titulaire soit pleinement satisfaisant et que des crédits restent disponibles.
FONCTIONS GÉNÉRALES:	<p>Le titulaire sera au service de la Division des règles qui est chargée, entre autres choses, des accords concernant les pratiques antidumping, les subventions et les mesures compensatoires ainsi que les sauvegardes.</p> <p>Sous la supervision du Directeur de la Division, le titulaire sera principalement chargé de fournir une assistance technique circonstanciée, directement ou au moyen de séminaires et d'ateliers, pour des questions concernant les négociations sur les règles aux pays en développement participant à ces négociations. Le titulaire fournira aussi une assistance pour la mise en œuvre et des conseils d'ordre général aux délégations Membres et aux services gouvernementaux pertinents. Il devra également élaborer et actualiser un matériel didactique</p>

---

<sup>1</sup> Le poste peut être offert à une classe inférieure si le candidat retenu n'a pas toutes les qualifications requises.

complet, comprenant des études de cas et des exercices de simulation, qui sera utilisé dans le cadre des séminaires et ateliers.

Sous la supervision du Directeur de la Division, le titulaire s'acquittera en outre des tâches suivantes:

- a) effectuer des recherches et préparer des rapports sur des questions juridiques, politiques et techniques concernant les mesures commerciales correctives contingentes et les accords qui sont de la compétence de la Division;
- b) dans la mesure où ses tâches principales le lui permettent, exercer les fonctions de secrétaire et/ou de juriste auprès des groupes spéciaux chargés du règlement de différends dans des domaines qui sont de la compétence de la Division;
- c) s'acquitter des autres tâches qui pourront lui être attribuées par le Directeur.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**

Diplôme universitaire supérieur (niveau maîtrise) en droit ou en économie, y compris des études pertinentes en droit international ou en économie, ou des connaissances et une expérience professionnelles équivalentes avérées. Au moins huit ans d'expérience pratique, dont plusieurs années d'expérience dans le domaine des mesures commerciales correctives contingentes. Connaissance approfondie des règles de l'OMC en général et des règles de l'OMC concernant les mesures commerciales correctives en particulier. Connaissance de la jurisprudence du GATT/de l'OMC relative aux mesures commerciales correctives et aux subventions. Bonne compréhension du fonctionnement de l'OMC et des questions économiques et financières se rapportant aux subventions/mesures compensatoires et aux mesures antidumping. Excellente capacité de s'exprimer en public, notamment aptitude à expliquer des questions techniques complexes à des auditoires inexpérimentés. Bonnes connaissances et compréhension des problèmes qui se posent aux pays en développement en ce qui concerne la mise en œuvre des obligations découlant des règles de l'OMC. Aptitude à travailler de façon indépendante, en respectant des délais serrés, ainsi qu'à coordonner les travaux et à coopérer avec d'autres dans un cadre international varié.

**LANGUES:**

Excellente connaissance de l'anglais et de l'espagnol ou du français, notamment aptitude à rédiger avec exactitude, concision et rapidité dans au moins une de ces langues. La connaissance de la troisième langue officielle de l'OMC serait un atout.

CANDIDATURES<sup>2</sup>:

L'OMC a recours à une procédure accélérée afin de pourvoir le poste décrit ci-dessus. **Les conditions spéciales ci-après sont donc d'application dans ce cas et doivent être strictement respectées.**

- a) **Seules** seront acceptées les candidatures présentées en utilisant le formulaire de candidature de l'OMC qui peut être obtenu sur le site Web de l'OMC ([www.wto.org/vacances](http://www.wto.org/vacances) de poste).
- b) Les candidats **doivent** indiquer clairement à la section 15 du formulaire de candidature l'avis de vacance pour lequel ils postulent.
- c) Si un candidat présente sa candidature à plusieurs postes vacants de cette série, il **doit** utiliser pour chacun d'eux un formulaire de candidature distinct.
- d) Les candidats sont invités à ne pas chercher à s'informer de l'état d'avancement de l'examen de leur candidature.
- e) Les formulaires dûment remplis doivent être envoyés à l'adresse suivante:

Directeur de la Division de l'administration et des  
services généraux  
(Section des ressources humaines)  
OMC  
Centre William Rappard  
154, Rue de Lausanne  
CH-1211 Genève 21  
Suisse

Adresse électronique: [recruitment@wto.org](mailto:recruitment@wto.org)

**Important:** Prière de préciser Avis de vacance n° L08/02 dans la case "objet".

Il ne sera **pas** répondu à toutes les candidatures. Seules les candidatures de personnes possédant les qualifications requises seront prises en considération. Seul le candidat retenu sera avisé de l'issue de la mise au concours.

DATE LIMITE POUR LE DÉPÔT  
DES CANDIDATURES:

**19 avril 2002**

---

<sup>2</sup> Seules seront acceptées les candidatures de ressortissants d'États Membres de l'OMC.